

**Intervention de synthèse des rencontres 2017 par
Jean-Marie Sander, Président de la CICA**

Mesdames et Messieurs, c'est le moment de synthétiser quelques-unes des idées exposées au cours de ces deux journées.

D'abord, je note l'importance que le Ministre de l'Agriculture, M. Lessard, a donnée, dans son allocution d'ouverture, à la question du changement climatique et à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Il a réaffirmé l'ambition du Gouvernement canadien et du Gouvernement du Québec pour respecter l'Accord de Paris.

L'agriculture du Québec nous a été présentée brillamment par Ernest Desrosiers :

- des productions très diversifiées, sur le plan végétal comme sur le plan animal,
- une gestion de l'offre très forte et structurée dans certaines productions comme le lait ou le poulet,
- des particularismes québécois forts, avec le sirop d'érable et la canneberge,
- une place très importante de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, premier secteur économique du pays,
- mais une évolution de la démographie agricole et du nombre d'exploitations et une croissance de la taille des exploitations comparable aux autres pays développés.

Le financement de l'agriculture se partage entre plusieurs intervenants : d'abord les banques coopératives du Mouvement Desjardins, bien plus que les banques commerciales, et puis La Financière agricole du Québec, bras armé du Gouvernement pour le financement de l'agriculture, grâce à la garantie des prêts et à l'assurance revenu.

Deuxième sujet : agriculture et changement climatique. Comme l'a dit Jean-Christophe Debar, l'agriculture est victime du changement climatique ; elle en est aussi responsable ; mais elle peut être également source de solutions.

Donc un défi immense pour le secteur agricole : s'adapter au changement climatique, et en même temps l'atténuer et réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Jean-François Soussana a rappelé les défis immenses pour notre planète. Défi démographique, défi alimentaire et défi climatique car l'agriculture est à la source de 24% des émissions. Nous avons vu apparaître des phénomènes extrêmes inconnus ; nous constatons une chute ici ou là des rendements agricoles et du commerce, avec ses conséquences sur la sécurité alimentaire et l'ordre social.

Et à l'avenir ? En 2016, les rendements français en céréales ont chuté de 30%. Hiver chaud, gel à la floraison puis excès d'humidité et enfin sécheresse. Le tout avec une prolifération des maladies. Or, ceci risque fort de se répéter. Autre facteur de risque : la dégradation des sols et son effet sur les rendements.

Comment améliorer la résilience de la production agricole ? Par la génétique, par la prévision climatique satellitaire, par la préservation de la ressource en eau. Et puis, travailler à amplifier la séquestration de carbone dans le sol. C'est le sens de l'initiative 4 pour 1000 lancée à la COP 21.

Emmanuel Torquebiau prédit que les agricultures tropicales sont plus menacées parce qu'elles sont plus vulnérables. Les zones sèches seront plus sèches, les zones humides plus humides. Facteur important de vulnérabilité : 75% des exploitations du monde comptent moins de 1ha, et elles sont concentrées dans les zones tropicales.

Or, ce sont elles qui produisent NOTRE riz, NOTRE café et NOTRE cacao. Mais elles peuvent aussi jouer un rôle majeur pour stocker plus de carbone dans le sol grâce à de nouvelles pratiques culturales.

Malheureusement, les politiques agricoles s'intéressent soit au volet adaptation au changement climatique, soit au volet atténuation, rarement aux deux à la fois. La finance, quant à elle, doit viser à favoriser la diversité des options agro-écologiques des exploitations agricoles.

Anne Blondlot a dressé un état des lieux de la situation au Québec. Principaux impacts du changement climatique : il favorisera le maïs, le soja et le fourrage. Il va permettre de d'étendre les cultures vers le nord, réduire les besoins en chauffage. Les risques : pression accrue des insectes, maladies et mauvaises herbes, stress hydrique, érosion, dommages aux cultures.

Et puis Anne Blondlot a aussi présenté Ouranos, cette institution de recherche très originale créée par les acteurs publics et privés du Québec pour identifier les problèmes liés au climat et lutter très concrètement contre le changement climatique.

Ghislain Gervais, président de la Coop fédérée, nous a délivré un grand témoignage humaniste sur son expérience d'exploitant agricole, de dirigeant économique et de citoyen du Québec. Il a décrit les effets des phénomènes climatiques extrêmes de CETTE année, les risques et les contraintes rencontrés ; il a évoqué les pistes d'adaptation possibles mais je retiens aussi de son intervention son appel à une action résolue de la part de tous les acteurs responsables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Jamal El Jamali nous a emmenés vers l'Afrique de l'Ouest, pour partager la vision qui est celle du Maroc. En Afrique, le Crédit Agricole du Maroc est mobilisé dans des programmes très importants de développement agricole et d'adaptation au changement climatique. Il a décrit les dispositifs segmentés de financement – micro, meso - mis en place et la mise à disposition opérationnelle de ces outils en Afrique de l'Ouest, pour les filières agricoles et les agriculteurs.

Pour Maximilien Rouer, l'agriculture n'est pas une solution mais LA solution, car c'est le seul secteur économique qui peut rétro-pédaler en matière d'émissions de gaz à effet de serre, en stockant du carbone en masse.

Mais il faut que l'opinion et la sphère publique changent de vision. Il faut remettre l'agriculture à sa place légitime, une place

centrale. En effet, il ne faut jamais perdre de vue que la question du changement climatique est **indissociable** de celle de la **sécurité alimentaire**.

Dans le second panel, consacré au rôle des banques, des institutions financières et des assurances, et animé par Paul Lecomte, Rémy Villeneuve, Directeur à Agriculture Canada et Jean-François Brouard, vice-président de La Financière agricole ont exposé l'action des Pouvoirs publics canadiens et de La Financière agricole en matière d'assurance agricole et d'assurance récolte. Des domaines dans lesquels le Canada et le Québec ont acquis des savoir-faire reconnus et une avance considérable, par la concertation et la coopération avec tous les acteurs du secteur, et en imaginant des actions innovantes.

Desjardins, 6^{ème} Groupe bancaire coopératif mondial, est le leader du financement agricole au Québec. Pourquoi intégrer le changement climatique dans le domaine d'affaires de la banque ? « Parce que Mère Nature est passée à la vitesse supérieure ! », nous a dit Marjolaine Carrier. Avec des effets évidents sur l'économie et sur les membres du Mouvement. De plus, les clients et notamment les jeunes demandent la prise en compte de leurs aspirations et de leurs valeurs dans la vie des entreprises, la gouvernance et le reporting, et dans les produits.

Au Mexique, une méthode d'analyse des risques sociaux et environnementaux basée sur les Principes de l'Equateur a été intégrée dans la politique d'instruction et d'octroi de crédit du FIRA. Mais Rafael Gamboa, son Directeur général, a précisé que les pratiques financières, même les meilleures, ne sauraient se substituer à une bonne réglementation.

Stanislas Pottier a présenté le positionnement et l'action du Crédit Agricole aux côtés de l'agriculture et du secteur agricole et agro-alimentaire français, face aux enjeux du changement climatique. Le Crédit Agricole, par son Histoire et ses parts de marché très importantes, a des responsabilités particulières dans ce domaine.

Or, c'est un problème multiforme. L'agriculture doit faire face à :

- des aléas climatiques, avec toutes leurs conséquences,
- la nécessité d'atténuer les émissions de carbone,
- l'obligation de gérer la ressource en eau,
- la nécessité de préserver la biodiversité,
- l'évolution rapide de la demande des clients et de la société.

Face à tout cela, face aux besoins du client agriculteur, le banquier doit adapter sa politique de financement et sa politique d'accompagnement de ses clients. Mais l'assureur doit aussi améliorer et développer son offre au secteur agricole, en visant des performances proches des niveaux québécois.

Enfin, le Docteur Prasun Das s'est exprimé au nom du continent asiatique, qui représente plus de la moitié de l'Humanité, et au sein duquel les agriculteurs représentent plus de la moitié de la population, ce qui nous dit l'immensité des problèmes rencontrés. Ce secteur agricole est à la fois vulnérable et résilient. Il est responsable de 19 à 20% des émissions de gaz à effet de serre, ce qui appelle une réaction ambitieuse.

Mais pour cela, l'un des principaux défis à relever dans les pays d'Asie, en Chine, en Inde, en Indonésie, etc... est de développer le système de financement de la chaîne de valeur, qui rencontre souvent des difficultés énormes pour accompagner les

agriculteurs et les autres acteurs de façon efficace. Prasun Das nous a exposé toutes les solutions explorées à cette fin.

En ouvrant la matinée, Eric Théroix nous a décrit les grands axes stratégiques de la politique internationale du Gouvernement du Québec. Des priorités fortes : la lutte contre le changement climatique ; la sécurité dans toutes ses dimensions et notamment la sécurité alimentaire ; l'enseignement, la culture et la création, avec deux préoccupations transversales : la jeunesse et la francophonie.

Avec son brio et sa clarté d'analyse habituels, Nicole Bacharan nous a décrypté l'Amérique de Donald Trump, son rapport bizarre avec les faits, avec la vérité, et qui se traduit dans les médias, sur les réseaux sociaux, et bien sûr dans la vie institutionnelle.

La méthode Trump : il fonce en klaxonnant mais il s'arrête au bord du précipice ! L'action n'est pas aussi violente que la parole ! Et cette action, pour l'instant, ne se traduit ni par des succès ni par des deals spectaculaires. Un exemple concret : la sortie de l'Accord de Paris ; il a choisi la procédure longue, avec une application en 2020 seulement. En revanche, la charge violente contre l'ALENA risque de produire des dégâts irréversibles.

Alors que peut-on tirer de ce Président qui menace, qui casse, et qui n'a pas de plans de rechange ? Après neuf mois de présidence, il est encore difficile de s'avancer avec certitude. Mais les Etats-Unis ne sont plus une force de stabilisation dans le monde et nous avons une présidence entravée, attaquée de toutes parts, ce qui finalement n'est pas rassurant pour les autres puissances et notamment pour l'Europe et la France.

Le Professeur Zhan Su nous a expliqué la crise de la mondialisation et sa traduction politique : la montée du populisme dans de nombreux pays. Elle est due à la forte croissance des inégalités dans les principales démocraties et tout particulièrement aux Etats-Unis. Elle est due à de nouveaux équilibres et déséquilibres dans les rapports de production et les relations commerciales. D'où une défiance envers les gouvernements et des défis nouveaux de gouvernance : le local contre le global, le marché contre l'Etat.

Et la Chine dans tout cela ? Le rêve chinois, qui s'est exprimé au 19^{ème} congrès du Parti communiste, c'est passer du statut de grand pays à celui de pays puissant. Aujourd'hui, la Chine ne veut pas seulement être l'usine du monde, mais elle veut participer et même exercer un leadership dans la construction de la mondialisation. C'est une nouveauté majeure pour le monde.

Michael Carey nous a montré une croissance mondiale raffermissée et qui se diffuse sans pressions inflationnistes, ce qui est surprenant.

Dans ce contexte, que va faire la FED ? Il y a débat, même s'il faut quand même s'attendre à un resserrement graduel de la politique monétaire, pour ne pas risquer de surchauffe.

Mais le facteur majeur, c'est la politique : les perspectives budgétaires, fiscales et politiques réduisent la visibilité aux Etats-Unis. Elles créent donc une incertitude pour l'économie mondiale. Enfin, les mesures protectionnistes envisagées ou déjà annoncées risquent de créer un effet économique baissier très important aux Etats-Unis et dans l'environnement des Etats-Unis.

Richard Ouellet, quant à lui, nous a expliqué les arcanes actuels du commerce international et des grandes négociations commerciales multilatérales. On observe de nouvelles tendances protectionnistes, très agressives, notamment dans le domaine agricole, énergétique ou industriel. Mais on assiste aussi à des évolutions positives dans le cadre d'un nouveau régionalisme, qui émerge actuellement dans plusieurs grandes régions du monde.

Enfin, Lucia Baldino a ouvert une fenêtre sur des réalités concrètes et positives résultant du CETA, pour les producteurs et les entreprises de très nombreux secteurs, même si ce traité suscite des inquiétudes chez certains, de part et d'autre côté de l'Atlantique. Mais je ne m'étends pas, car nous venons d'entendre son exposé et chacun l'a en mémoire.

Et d'ailleurs, Mesdames et Messieurs, avant de refermer cette séance du matin et ce troisième panel, je veux préciser que nous vous enverrons prochainement l'ensemble des présentations visuelles mais aussi les textes des intervenants, que nous avons enregistrés intégralement.

Un dernier mot, pour remercier chaleureusement tous les intervenants et modérateurs des panels. Vous avez fait de ce congrès de la CICA un grand millésime. Merci à nos adhérents et partenaires de la Financière agricole, de Desjardins et de la Coop fédérée. Merci à l'équipe d'organisation.

Et merci à vous, mesdames et messieurs les congressistes, d'être venus nombreux participer à ces Rencontres 2017. Et rendez-vous en tout début d'après-midi, soit à l'Assemblée générale de la CICA, soit à l'atelier « développement et coopération internationale » animé par Sylvie de Serres. Merci à tous.

